



CERCLE GÉNÉRAL FRÈRE

JEUDI 9 AVRIL à 18h

22 avenue Leclerc 69007 Lyon

Médecin général (2S) Alain PUIDUPIN



Issu de l'École du service de santé des armées de Lyon, le médecin général (2S) Alain PUIDUPIN participe, de 1990 à 1994, avec le 21^{ème} régiment d'infanterie de marine de Fréjus, aux opérations Daguet en Arabie Saoudite et en Irak, Epervier au Tchad, Baumier au Zaïre-République Démocratique du Congo, Noroit au Rwanda et est engagé en ex Yougoslavie (1993) dans le cadre de la FORPRONU. Après sa spécialisation en anesthésie-réanimation effectuée à Lyon, il rejoint l'hôpital Laveran à Marseille en 2002 et est engagé trois fois en Afghanistan, à l'hôpital médicochirurgical de Kaboul, qu'il commandera en 2014. Nommé chef du service des urgences de l'hôpital Laveran, il est engagé au Sahel dans le cadre des opérations Barkhane puis Sabre. Détaché au ministère chargé de la santé en 2015, il est envoyé en mission sur l'Île de Saint-Martin ravagée par le cyclone Irma, à Pointe-à-Pitre après l'incendie du centre hospitalier universitaire de la Guadeloupe et à Mayotte lors des troubles sociaux. En 2019, il rejoint la mission de coopération française du Gabon où il est conseiller du directeur général du service de santé militaire et directeur des études à l'École d'application. Lors de la pandémie de Covid-19, il y conduit un projet d'appui à la prise en charge des patients graves, aux côtés des autorités sanitaires gabonaises. Nommé directeur interarmées du service de santé des forces françaises stationnées à Djibouti en 2023, il est admis dans la deuxième section des officiers généraux en août dernier. Il est actuellement conseiller technique au Ministère de la Santé de la République de Djibouti.

Officier de la Légion d'Honneur, commandeur de l'Ordre National du Mérite, titulaire d'une croix de Guerre des théâtres d'opérations extérieures et d'une croix de la Valeur Militaire, le médecin général (2S) Alain PUIDUPIN est marié et père de 4 enfants.

AFRIQUE ET DÉVELOPPEMENT : LES NOUVELLES PISTES POUR COOPÉRER AUTREMENT

La politique africaine de la France, historiquement basée sur des liens étroits, évolue désormais vers un partenariat plus équilibré. En 1960, la France transfère aux pays l'autorité sur les administrations, l'armée, la santé... et met en place des dispositifs de coopération dans une logique d'aide au développement. La Guerre froide pousse au maintien de l'influence française *via* des accords de défense, une présence militaire directe et une coopération monétaire (zone franc CFA). Pour soutenir des régimes alliés du « pré carré » africain mais aussi pour venir en aide à ses ressortissants, la France intervient de façon régulière en Afrique subsaharienne. Après la Guerre froide, la coopération française en Afrique conditionne l'aide à une démarche de démocratisation (La Baule 1990) et déclare une volonté de normalisation et de partenariat. Cette période est marquée par un désengagement militaire progressif et des opérations prenant un caractère humanitaire et conduites en coopération avec des armées africaines.

Les opérations au Sahel marquent un nouveau tournant. L'influence croissante de la Russie, la contestation des foules africaines mobilisées par les réseaux sociaux et la désinformation, obligent Paris à tenter de définir une relation de « partenariat d'égal à égal » plutôt que de tutelle. La coopération se concentre désormais sur la sécurité (lutte antiterroriste), le développement économique, et le renforcement de la francophonie, tout en faisant face à une perte d'influence significative et à une compétition des puissances concurrentes. **Au travers de l'évolution de la coopération en santé depuis les indépendances, le propos est de comprendre les conditions et les stratégies qui permettront à la France de réinventer sa relation avec l'Afrique.**